



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# En France comme en Grèce, les élections passées, tout reste à faire pour s'opposer à l'austérité !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 21 JUIN 2012

Financiers de tous pays et dirigeants européens poussent un ouf de soulagement au vu du résultat des élections législatives.

Pas les nôtres, où le suspense se limitait à l'ampleur de la victoire de la gauche, mais celles de Grèce. Là où le parti de droite, «Nouvelle Démocratie», champion de l'austérité, est arrivé en tête, juste devant la coalition de gauche, SYRIZA.

Les attaques redoublées contre SYRIZA – non seulement de la part de la chancelière allemande, Angela Merkel, championne de l'austérité, mais aussi du nouveau président de « gauche », François Hollande – montre à quel point ils craignaient le résultat de ce vote.

Un vote pour SIRIZA exprimant le refus de la population grecque de se plier aux exigences monstrueuses de la « Troïka » (Union Européenne, Banque Centrale Européenne, Fond Monétaire International).

## FIN DES «CADEAUX» ÉLECTORAUX

En France, avant même l'élection, François Hollande annonçait la couleur: « *pas de dépenses publiques supplémentaires* », mais le « *sérieux budgétaire* ». Le mini coup de pouce au Smic ou la retraite à 60 ans dont ne bénéficieront qu'un peu plus de 100 000 salariés, risquent bien d'être les seules miettes concédées aux travailleurs avant longtemps.

Hollande, qui se veut le champion du « *dialogue social* », a réaffirmé sa volonté de discuter chaque mesure avec les syndicats... et surtout le patronat, lors de la « *grande conférence sociale* » qui doit se tenir les 9 et 10 juillet prochains.

Faire pratiquer la collaboration de classe aux syndicats reste la meilleure manière de faire passer les potions amères qui mijotent d'ores et déjà dans les ministères.

Les attaques attendront donc au moins la rentrée. Encore que ! Le ministre du budget Moscovici annonce déjà une baisse des recettes. Et la Cour des Comptes ne fait pas mystère des recommandations de rigueur qu'elle adressera à la fin du mois.

## PAS DE BARRIÈRE AUX LICENCIEMENTS

Entre-temps, à l'heure où la direction de PSA se prépare à annoncer la fermeture de l'usine PSA

d'Aulnay, alors que les plans de licenciements se multiplient dans tous les secteurs, le ministre du « *Redressement Productif* », Arnaud Montebourg continue sa tournée des entreprises qui licencient.

Pas pour proposer aux travailleurs menacés de se défendre tous ensemble, pas pour envisager l'interdiction des licenciements.

Bien au contraire, il s'agit de voir au cas par cas, entreprise par entreprise, comment « *unir nos forces* »... avec les patrons et les banquiers, autour de « *projets industriels* ».

Des projets qui n'offrent aucune garantie pour l'emploi et les salaires, tout juste la promesse d'aider les capitalistes à continuer de faire des profits, au nom de la défense du « *made in France* ».

## AVEC HOLLANDE, RIEN NE NOUS SERA DONNÉ, NOUS N'AURONS QUE CE QUE NOUS SAURONS LUI ARRACHER

C'est donc maintenant qu'il faut préparer les indispensables mobilisations pour imposer des mesures d'urgence :

- Smic et minima sociaux à 1.700€ nets,
- interdiction des licenciements et partage du travail entre toutes et tous avec 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire,
- retraite à 60 ans pour tous dès 37 ans et demi de cotisation.

C'est en construisant ces mobilisations, en coordonnant tous ceux qui défendent cette perspective qu'une opposition de gauche au gouvernement devra se constituer.

Cette démarche, nous la proposons à toutes les forces politiques, syndicales, associatives et à toutes celles et ceux qui refusent les politiques d'austérité, d'où qu'elles viennent.

Parce que les classes populaires ne doivent pas payer la crise des capitalistes.

Parce qu'il est vital que les travailleurs, les jeunes, les classes populaires ne laissent pas l'opposition à la politique de Hollande entre les mains de leurs pires ennemis, la droite et l'extrême droite populiste.

## **NON A LA FERMETURE DE PSA AULNAY**

Le 25 juillet prochain, à l'occasion de la présentation de ses comptes annuels, PSA Peugeot Citroën devrait annoncer la fermeture de son usine d'Aulnay-sous-Bois, qui emploie 3.600 personnes. Pourtant, il y a un an, lorsque la CGT avait dénoncé l'existence d'un scénario de fermeture tenu secret, la direction avait affirmé que ça n'était pas d'actualité. Preuve, une fois de plus, que les promesses d'un patron n'engagent que ceux qui y croient.

Avec l'incertitude qui pèse sur 1.100 emplois à l'usine General Motors de Strasbourg, c'est en fait 15.000 emplois qui sont menacés à court terme dans la filière automobile, résultat de la concurrence sauvage que se livrent tous les constructeurs pour rassasier l'appétit de leurs actionnaires.

Face à l'impuissance du nouveau ministre du «*redressement productif*», les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes, sur leurs luttes pour refuser que se perpétue la destruction massive des emplois, pour imposer l'interdiction des licenciements. Ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est l'organisation d'une manifestation nationale, s'appuyant sur toutes les entreprises touchées.

## **SEALYNKS CHARLEVAL : NE RIEN LÂCHER**

Les salariés de l'usine Sealynx à Charleval (Eure), qui fabriquent des joints d'étanchéité pour l'automobile, étaient en grève reconductible depuis le 11 juin. L'usine, qui emploie 550 salariés, est en redressement judiciaire depuis fin avril. Deux repreneurs étaient sur les rangs: l'américain Cooper et le polonais Stomil Sanok, qui avaient déposé des offres de reprise auprès du tribunal de commerce de Nanterre. Tous les deux prévoient le maintien d'un maximum de 400 emplois sur le site. L'intersyndicale a refusé ces candidats à la reprise et réclame "*l'intégration*" à Renault, principal client du site, avec 85% des ventes.

Après la visite d'enfumage de Leclercq, directeur général adjoint fabrication et logistique de Renault, venu convaincre les syndicats du site de lever les piquets, arrêter la grève et reprendre le travail, les salariés avaient pourtant voté la poursuite du mouvement, ce lundi.

A l'image de la victoire des salariés de la SBFM, qui ont imposé leur réintégration dans Renault, les Sealynx ont raison de se battre. Qu'en pense Arnaud MONTEBOURG, notre ministre du... «*redressement productif*», alors que l'état est actionnaire de Renault ?

## **POUR UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES, FAUDRA REPASSER...**

Il y a quinze jours, le gouvernement a voulu nous faire croire qu'il allait prendre une mesure vraiment radicale, avec l'annonce du plafonnement à... 540.000 € par an des salaires des patrons des entreprises où l'état est majoritaire. Somme rondelette qui représente tout de même 28 fois le

SMIC. Mais c'est le même gouvernement qui nous explique que pour être «*juste et raisonnée*», la prochaine augmentation du SMIC, elle, devra rester inférieure à... 55€ net par mois.

De plus, la mesure relative à l'échelle des salaires ne concernera en fait qu'une quinzaine d'entreprises, comme EDF, LA POSTE, la SNCF, touchera à peine une vingtaine de dirigeants et épargnera même, dans un premier temps, les hauts cadres. Elle ne touchera même pas les entreprises dans lesquelles l'état est actionnaire, sans y être majoritaire, comme à Air France, France Telecom ou Renault.

Et elle épargnera évidemment les patrons du CAC 40 qui se sont pourtant partagé 98,8 millions d'euros en 2011, soit en moyenne 2,42 millions d'euros chacun: plus de 125 fois le SMIC.

En clair, seule la mobilisation des travailleurs pourra imposer une autre répartition des richesses.

## **EN EGYPTE, C'EST TOUJOURS LA LOI DES MILITAIRES**

En Egypte, ce dimanche avait lieu le deuxième tour des élections présidentielles. Un ancien premier ministre de Moubarak contre un dirigeant islamiste des Frères musulmans. La peste ou le choléra, en quelque sorte, pour un scrutin qui a été largement boudé...

A la veille de l'élection, l'armée a fait dissoudre le Parlement récemment élu. Un geste pour affirmer que l'armée ne compte pas lâcher le pouvoir. Geste à destination des islamistes, majoritaires au Parlement, bien sûr, mais dirigé aussi et surtout envers toute la population. C'est que depuis la chute de Moubarak, l'armée est toujours restée à la tête de l'Etat. Et les militaires voudraient bien en finir avec toute la mobilisation révolutionnaire qui avait fait tomber le dictateur en 2011, alors que les aspirations profondes du peuple égyptien – qui ont conduit à la révolution du 25 janvier – sont plus que jamais d'actualité.

Pour les Egyptiens qui avaient fait partir Moubarak et qui ne veulent pas de retour en arrière, il n'y aura pas d'autre chemin que de poursuivre la lutte.

## **RIEN N'EST TROP CHER POUR PROTÉGER LE «RETRAITÉ» SARKOZY**

Plus de 700 000 € par an ! Voilà ce que va coûter la protection du retraité Sarkozy et de sa famille recomposée. Chacun des dix policiers du Groupe de sécurité de la présidence de la République coûte en effet plus de 71 000 € par an. Ajoutez à cela un luxueux appartement avec deux personnes de service, une voiture de fonction et deux chauffeurs, sept collaborateurs permanents pour son secrétariat, ce retraité va coûter cher aux contribuables. Pendant ce temps, le socialiste François Hollande chipote pour le coup de pouce au Smic...